PORTRAIT

Romain Thomas :

LE MAS DE BARREAU, DE LA DÉCHARGE AU SOLAIRE

Trente-cinq ans de décharge, *puis 11 762 panneaux solaires*

5 MWc
sur l'ancienne décharge du Mas de Barreau

50 000 €
de loyer par an pour la commune



© Service communication, Mairie de Saint-Rémy-de-Provence

Saint-Rémy-de-Provence · Bouches-du-Rhône

Maire de Saint-Rémy-de-Provence

Saint-Rémy-de-Provence · 9 600 habitants

À Saint-Rémy-de-Provence, on vient pour les Alpilles, Glanum et Van Gogh. Au Mas de Barreau, la décharge communale a fonctionné de 1964 à 1999. Depuis juillet 2022, 11 762 panneaux y produisent de l'électricité. Romain Thomas, maire depuis mars 2026, conseille à ses collègues de regarder autrement les terrains de leur commune.

5 MWc
sur 3,35 hectares

6 445 MWh
attendus chaque année

30 ans
de bail, avec une rémunération pour la commune

61
prêteurs, dont 17 Saint-Rémois

TOUS SOLAIRES

L'ANCIENNE DÉCHARGE

Au Mas de Barreau.

La centrale occupe le plateau de l'ancienne décharge, à trois kilomètres du centre-ville.

Photo © Corfu Solaire

L'histoire

1964, UN ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

Le préfet autorise la décharge en 1964. Elle reçoit des déchets de toutes natures jusqu'en 1993, date à laquelle le stockage est réglementé, puis ferme en 1999.

Reste un plateau entre une déchèterie, une station d'épuration et le lac du Barreau. Entre 2012 et 2014, la commune le referme : terres argileuses, graviers drainants, semis d'espèces locales. Coût de l'opération selon Yves Faverjon, alors premier adjoint : près de 800 000 euros, en partie couverts par des aides.

Il faut ensuite lui trouver un usage. Les possibilités sont limitées, écrit le maire. Le solaire apparaît alors comme une solution.

Le montage

DES OPÉRATEURS INVESTISSENT, LA COMMUNE LOUE

Saint-Rémy, déjà lauréate de l'appel « Territoire à énergie positive pour la croissance verte », lance un appel à projets en 2018. Elle confie l'investissement et l'exploitation à des opérateurs.

Corfu Solaire, filiale de Terre et Lac, et Provence Éco Énergie sont retenus. Ils investissent 3,5 millions d'euros. La commune garde son terrain, sous bail emphytéotique. Le permis arrive en novembre 2019, le tarif d'achat de la CRE en avril 2020, pour vingt ans.

L'enquête publique

UNE ENQUÊTE PUBLIQUE SANS OPPOSITION

L'enquête s'ouvre le 17 septembre 2019. Le commissaire enquêteur ne reçoit aucune observation lors de ses permanences en mairie, ni sur le site de la préfecture.

Une seule lettre arrive, d'une association de patrimoine locale. Elle demande comment sera assuré le suivi écologique du site.

> «Ce projet n'a pas rencontré de difficulté majeure, ce qui est assez remarquable pour une opération de cette nature.»
>
> *Romain Thomas*

Le plus long aura été le temps des études : quatre saisons d'inventaires, l'étude d'impact, et les obligations de surveillance d'une ancienne décharge.

Le chantier

POSÉS AU SOL, À 80 CENTIMÈTRES

Ici, les panneaux reposent sur des longrines de béton lestées, fabriquées à Sénas, à 5 degrés d'inclinaison, en est-ouest. Une cinquantaine de panneaux servent de test à partir de l'été 2021, avant le chantier.

Le raccordement tient presque de la chance : une ligne haute tension passe déjà à 40 mètres, tirée dans les années 2000 pour la déchèterie et la station d'épuration.

Des nichoirs attendent le rollier d'Europe, des gîtes attendent les reptiles, et un écologue assure le suivi. L'inauguration a lieu en octobre 2023.

« Il faut savoir regarder différemment le patrimoine dont disposent les communes. »

Romain Thomas · maire de Saint-Rémy-de-Provence



Les habitants

61 PRÊTEURS, DONT 17 SAINT-RÉMOIS

En mars 2022, la Ville ouvre un financement participatif sur Lendosphere : 60 000 euros, de 50 à 2 000 euros par personne, pour quatre ans. La collecte est d'abord réservée aux Saint-Rémois, puis élargie aux Bouches-du-Rhône, au Gard et au Vaucluse. Elle est bouclée fin avril.

> « La transition énergétique n'est pas uniquement une affaire de collectivités et d'opérateurs spécialisés, elle peut aussi mobiliser les citoyens. »
>
> *Romain Thomas*

Ce que ça rapporte

UN TERRAIN QUI PAIE UN LOYER

Ce site a longtemps été, écrit le maire, une contrainte pour la commune. En 2024, Yves Faverjon donnait le chiffre à la Banque des Territoires.

> « Ce dispositif nous permet de percevoir un loyer de l'ordre de 50 000 à 55 000 euros par an. »
>
> *Yves Faverjon · premier adjoint en 2024*

À terme, selon la même source, la centrale reviendra à la commune. Le bail court encore plus de vingt-cinq ans.

Le message aux maires voisins

LES TERRAINS QU'ON NE REGARDE PLUS

Il pense aux terrains qui ont accueilli des activités anciennes, ou qui cumulent les contraintes, et que personne ne sait valoriser.

> « Chaque projet doit évidemment être étudié en fonction de ses caractéristiques, de ses contraintes et de son équilibre économique. Mais il ne faut pas s'interdire d'explorer ces possibilités. »
>
> *Romain Thomas*

Saint-Rémy-de-Provence

FUN FACTS

- Van Gogh a peint ici en 1889 et 1890, depuis l'asile de Saint-Paul-de-Mausole. La centrale, elle, regarde à l'est et à l'ouest.
- Le site est dans le Parc naturel régional des Alpilles.
- Les structures de béton ont été fabriquées dans le même département, à Sénas.

Votre commune aussi a son projet solaire ?

Écrivez son nom en commentaire.

Sources : réponses écrites de Romain Thomas, 3 novembre 2026 ; rapport d'enquête publique, 2019 ; Terre et Lac ; Banque des Territoires ; pv magazine ; Lendosphere ; Ville de Saint-Rémy-de-Provence ; INSEE. Texte soumis à sa validation.